L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 4 AVRIL 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 4 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Vincent & Co., aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane, grande vente à crédit de marchandises de printemps.

Par D. Morphy & Son, à l'angle des rues Notre Dame, Felton et Front—avoine, son et foine.

L'attention du commerce est appelée à la grande vente à crédit de marchandises étrangères et américaines qui aura lieu aujourd'hui à 10 heures, par Vincent & Co, 62 et 64 rue Douane

Avoine, son, foin.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

SPECTACLES.

ACADEMIE—Frou-Frou.
VARIETES—Women of the day.

Une verte réponse à Kellogg à propos de Baton-Rouge.

Lettre de l'avocat de district Read.

Baton-Rouge, 29 mars 1876.

A Son Excellence Wm P. Kellogg, gouverneur de la Louisiane.

Monsieur: Votre lettre du 28 courant a été reçue ce matin. Il faut que vous ayez été dans une très grave erreur en supposant un instant que la Cour, le grand jury ou moi-même manquerions à prendre connaissance de toute violation de la loi qui nit pu avoir lieu dans cette paroisse et je regrette beaucoup que vous ayez jugé nécessaire d'indiquer, surtout par la voie de la presse, une ligne de conduite, alors que la loi m'indique si clairement mon devoir et que mon serment m'oblige à le remplir.

Voici plusieurs jours, une semaine au plus, que notre Cour de district est en session par suite d'une grave question qui a été élevée sur le point de savoir si le terme a expiré—le cas étant actuellement soumis à la décision de la Cour Suprême. Il a été résolu que la Cour continuerait à siéger, la plupart des avocats étant de cet avis. Ceci en réponse au passage de votre lettre disant "l'existence d'un pareil état de choses à Baton-Rouge, pendant que la Cour de district est en session, &c.

Comme, cependant, vous avez jugé convenable de spécifier quelques-uns des griefs que vous désirez voir particulièrement examiner et au sujet desquels vous avez évidemment mal informé, je ne puis faire mieux que de les prendre un à un pour y répondre comme il convient.

D'abord au sujet de "certaines personnes notoirement liées d'étant liguées dans le but de déplacer les autorités civiles." je ne connais aucune personne de ce genre et n'ai pas entendu parler d'une telle coalition.

Dans deux ou trois occasions récemment il y a eu de grands meetings tenus en plein jour à la salle Pike, après avis public dans le but avoué et certainement dans le but autant que j'ai pu m'en assurer, de discuter ce qui était considéré comme des griefs publics et d'aviser aux moyens de les redresser. Les délibérations de ces meetings ont été caractérisées par un grand calme, mais naturellement avec cette sorte d'agitation contenue propre aux grandes réunions, et les orateurs ont tout particulièrement recommandé de s'abstenir de toute violence et de toutes mesures excessives.

Comme résultat du premier de ces meetings et conformément aux résolutions adoptées, le shérif, le collecteur des taxes et le juge de paroisse ont donné leurs démissions. Vous avez vous-même évidemment acquiescé à la convenance de cette détermination pour l'un au moins de ces fonctionnaires en reconnaissant la justesse de la demande faite pour qu'il se retirât par l'acceptation de la démission du shérif et la nomination de son successeur.

J'ai vu M. Leblanc, notre ancien shérif, et c'est avec surprise et pour la première fois par votre lettre qu'il entend dire qu'il a été chassé de sa paroisse natale. Qu'il y a été accueilli avec la plus grande cordialité et la satisfaction de la majorité. Quant à la cordialité, le greffier de notre cour est un homme de couleur contre lequel je n'ai pas entendu de plainte et notre administrateur de finance, aussi un homme de couleur, est hautement respecté.

Le grand jury est en session (pour la première fois depuis que la question sur le terme de la Cour s'est élevée) et il continuera à faire une investigation complète sur toutes les violations de la loi (et il y en a de graves attribuées à des fonctionnaires et à d'autres) et cela sera fait d'autant plus efficacement que quelques uns de nos meilleurs citoyens, blancs et noirs composent actuellement le grand jury de la paroisse.

En conclusion, que votre Excellence me permette de lui assurer que je remplirai mon devoir promptement et consciencieusement.

ALVAN E. READ,
Avocat de District du 5me District Judiciaire.

CONCERT AU BÉNÉFICE DE M. VAN HUFFLEN.—Un grand concert vocal et instrumental doit être offert au professeur Van Huffien par ses élèves, avec le bienveillant concours de M. Livain, flutiste, et de M. Hayen, violoniste. Ce concert aura lieu le jeudi, 20 avril, dans la salle Grunewald. On peut dès à present se procurer des billets dans les magasins de musique.

M. Van Huffien, ancienne première basse de notre opéra, avait su conquérir, par sa belle voix et son talent de chanteur, toutes les sympaties du public. Depuis qu'il a quitté le théâtre pour l'enseignement, il a eu de nombreux élèves et il s'est acquis une réputation de professeur aussi consciencieux qu'habile.

Le concert, qui lui est offert par ses élèves, ne saurait manquer d'obtenir le concours empressé et bienveillant du public.

CLUB DRAMATIQUE LOUISIANAIS.—Les membres de ce club sont convoqués pour mercredi 5 du courant à 7 heures trois quarts, dans sa LOGE salle située au coin des rues Royale et Orléans. La séance sera importante comme assemblée trimestrielle et mensuelle à la fois, et les membres sont priés d'être exacts.

Opéra
Opéra
Opéra 29 avril
29 avril
29 avril Tirage d'or
3,500 lots Tirage d'or Billets $50
$502,500 en or Tirage d'or Billets $50
Gros lot $100,000 Billets $50
Une chance sur six Billets $50

Qui ne risque rien n'a rien.

La dernière décision de la Cour de Circuit sur les dettes municipales.

Cette décision nous afflige parce qu'elle atteint la ville entière qui avait espéré que les procès, relatifs aux dettes municipales, qui avaient été portés devant une Cour des Etats-Unis, auraient pour résultat de soulager et non d'aggraver sa situation. C'était bien, en effet, un moyen de la législation financière de 1852 que, par le droit strict, ce résultat pouvait être obtenu. La dernière décision a dépassé le but. Elle reconnait comme valides toutes les dettes, aussi bien celles que l'opinion publique condamnait que celles qu'elle protégeait. Par conséquent, si une pareille jurisprudence restait debout, la ville aurait à supporter les conséquences du plus infame régime de fraude et d'agiotage qui fut jamais. Il est fort à regretter pour tous que dans les motifs qu'il a donnés, le juge Woods ait abordé des questions qui ne lui étaient pas nécessairement soumises. Un magistrat, certes sensible, doit éviter avec soin de décider des points sur lesquels son jugement n'est pas indispensable, surtout quand les parties intéressées ne sont pas représentées au procès. Un conduite inverse, pourrait, dans nombre de cas jeter l'incertitude et le trouble. Mais il y a remède à tout, et par de meilleures informations les jugements se corrigent. Nous ne croyons pas du tout que la ville épuisée et tant de fois trompée, doive rester à jamais écrasée sous le poids de la dette de l'agiotage.

Dans l'affaire Maenhaut le juge Woods a très correctement décidé que l'acte de 1852, en vertu duquel les Bons consolidés ont été émis, est un *contrat* et que les taxes collectées et déposées en Banque au crédit des coupons de ces obligations, devaient être appliquées au paiement de cet intérêt. La loi était tellement claire et les prétentions des demandeurs si bien fondées, qu'il eût été difficile, pour ne pas dire impossible, de soutenir le contraire. Dans l'affaire Ranger, le juge a également déclaré que les fonds déposés au crédit des coupons des Bons de chemins de fer, ne devaient point être distraits par la ville, qui a été enjointe en conséquence.

Cela est parfaitement vrai. Les détenteurs de Bons consolidés, n'avaient pas le droit de s'opposer à l'émission des Bons attaqués. La loi n'accorde la plainte d'un demandeur, que lorsqu'il réclame ce qui lui est dû, on ce qui lui appartient. S'il ne lui est rien dû, on si rien ne lui appartient, il n'a pas de cause d'action et il doit nécessairement être débouté.

Depuis quand est-il permis aux créanciers d'une corporation municipale ou d'un Etat, de prendre une attitude d'hostilité et de prévenir par une injonction, la création de la municipalité, alors qu'ils sont autorisés par un acte législatif, quelqu'inconstitutionnel qu'il puisse être; depuis quand, même alors, l'action de semblables créanciers peut-elle être considérée comme une approbation qui donne validité à des actes, qu'une Législature elle-même n'aurait pu légaliser?

Le juge Woods n'aurait pas dû exprimer d'opinion sur cette question sans avoir entendu les détenteurs de Bons consolidés qui n'étaient pas parties au procès *Ranger*.

Mais, à supposer qu'on puisse opposer à ces Détenteurs, la fin de non recevoir d'*acquiescement*, qu'en résulte-t-il simplement qu'ils ont permis à la ville de violer les restrictions de la section 27 de l'acte de 1852—mais cette omission, cet acquiescement, ce consentement, si l'on veut, ne sauraient avoir et n'ont pas, pour effet, de mettre les Détenteurs des Bons, ainsi émis, en violation de cette loi, sur un pied d'égalité avec les Détenteurs des Bons consolidés, car s'il en était ainsi, il s'en suivrait que les $650,000 dont l'acte de consolidation exige la collection annuelle, pourraient n'être pas appliqués exclusivement à l'intérêt et au rachat des Bons consolidés, ce qui est parfaitement absurde et d'ailleurs en conflit, avec ce qui a été déjà dans les décisions de la Cour de Circuit.

Ces restrictions peuvent être considérées comme la clause, de non aliénation qui se trouve dans tous les actes hypothécaires, par laquelle, le débiteur, s'interdit d'emprunter et d'hypothéquer *au préjudice* de l'hypothèque d'abord consentie. Au cas cependant, où le débiteur hypothécaire, viendrait à ajouter une clause de garantie, portant que bien hypothéqué, cette charge ne saurait aucunement préjudicier à celle d'abord consentie et le premier créancier se trouverait, quand même, protégé et absorberait d'abord le produit du bien affecté.

Il en est de même de la restriction en faveur des consolidés. A supposer que les autres Bons soient valides, il est certain que le montant des taxes collectées par la ville doit d'abord être appliqué au paiement des coupons et des Bons consolidés.

Ce qu'il y a de vraiment lamentable, c'est que, sans qu'aucun détenteur des Bons attaqués, sans que la ville elle-même en ait allégué et soutenu la validité, la Cour de Circuit les déclare obligatoires pour la ville.

Cette décision paraît bien erronée et pourrait avoir pour résultat, de faire échouer le Plan des Bons à prime, ce qui ne serait pas du tout un malheur, car les détenteurs de ces Bons n'eurent, qui étaient déjà presque disposés à accepter la conversion, pourront n'en pas vouloir aujourd'hui, puisqu'une Cour de justice déclare que ces obligations sont valides.

La conséquence en est qu'ils les garderont et attendront que quelqu'un fasse des procédures pour forcer le paiement des intérêts.

Il est clair que le bill des Bons à prime, qui donne lieu à tant d'objections, est inconstitutionnel en ce qu'il déclare, en violation d'actes, considérés comme des *contrats*, qu'il ne sera désormais imposé aucune taxe par la ville, pour faire face aux intérêts des Bons qui n'auront pas été échangés.

En somme, les Bons consolidés restent garantis de la même façon, tandis que par la décision du juge Woods, les obligations véreuses de la ville sont reconnues valables. La probabilité est donc que les choses n'en resteront pas là et que la ville a encore une perspective de soulagement.

VINS, EAUX-DE-VIE, CONSERVES. — MM. Bercier et DeSmet, rue de la Vieille-Levée No 43, annoncent, aujourd'hui, qu'ils viennent de recevoir par le navire " Alphonse et Marie," de Bordeaux, une grande consignation de vins rouges, de vins blancs des meilleurs crus, du Santerne et du Château Dilion, entre autres, un assortiment de fruits à l'eau-de-vie, pruneaux, champignons, etc... Voyez l'annonce.

La plus grande loterie du monde
La plus grande loterie du monde
La plus grande loterie du monde
La plus grande loterie du monde

Plantez un penny, une livre poussera
Plantez un penny, une livre poussera

Tirage d'or 29 avril
Tirage d'or 29 avril
Tirage d'or 29 avril
Tirage d'or 29 avril.

Lois promulguées.

Les lois suivantes ont été promulguées dans le journal officiel :

Le 26 mars : Loi 51 donnant aux intervenants le droit de donner caution pour des propriétés séquestrées ou saisies.

Loi 52 rappelant la loi 74 de 1874 créant un bureau de commissaires pour l'examen des dettes de la paroisse Terrebonne.

Loi 53 incorporant la compagnie No 2, Protector Fire, de Thibodaux.

Loi 54, Résolution en faveur du rétablissement de la Monnaie à la Nouvelle-Orléans.

Loi 56, autorisant le gouverneur à nommer un maitre de route dans la prairie entre la Nouvelle-Orléans et le détour des Anglais.

Loi 56, incorporant le Home Savings Bank de la Nile-Orléans.

Loi 57 sur la ville de Monroe.

Loi 58 sur le 14e district judiciaire.

Loi 59, autorisant le juri de police de Jefferson à émettre des Bons pour liquider la dette de la paroisse.

Loi 17, pour régler les appels devant la Cour Suprême.

Le 26 mars : Loi No 60 sur le 5ème district judiciaire.

Loi 61 accordant des pensions aux vétérans de 1812-15.

Loi 61 sur le 9ème district judiciaire.

Loi No 63, Résolution interdisant au bureau des Levées de clôre le bayou Mack et autres cours d'eau allant de la rivière Rouge au lac Bisteneau.

Loi No 64, amendant l'article 162 du code de procédure.

Loi No 65, amendant l'article 346 du code civil.

Le 21 mars : Loi No 66, incorporant la ville d'Arpadia, paroisse Bienville.

Loi 67, amendant la section 3042 des Statuts révisés.

Loi 68, autorisant le Bureau de Santé à retenir et à désinfecter les navires et à leur permettre de passer au lieu de leur faire faire quarantaine.

Loi 70, sur le transfert des ordres en cas de récusation d'un juge.

Loi 71, sur l'administration du fonds Poydras, paroisse Pointe-Coupée.

Loi 69, incorporant la ville de Greenwood, paroisse Caddo.

Le 1er avril : Loi No 72, sur les regs de presses à coton et entrepôts.

Loi 73, sur le pavage des rues à la Nile-Orléans.

Le 2 avril : Loi No 74, sur une justice de paix additionnelle, paroisse Caddo.

Loi 75, sur trois justices de paix additionnelles, paroisse Rapides.

Loi 77, sur la congrégation Hebrew Zion, de Shreveport.

SÉANCE DU COMITÉ DÉMOCRATIQUE DE PAROISSE.—Le comité exécutif de paroisse du parti Démocratique et Conservateur, s'est réuni hier soir, rue des Magasins, sous la présidence de notre estimable concitoyen, M. P. Maloche.

Cette assemblée a eu lieu à la requête de cinq membres qui étaient d'avis que l'on procédât immédiatement à la réorganisation des clubs de ward pour commencer dès à présent la campagne électorale.

Nous avons dit tout d'abord, que nous étions d'opinion à croire qu'une pareille mesure était prématurée, parce que la masse des électeurs démocrates n'est pas encore prête à se mettre en mouvement, et que pour cette raison les politiciens de profession s'occuperaient seuls de la réorganisation des clubs et auraient par trop leurs coudées franches.

La majorité des membres présents à la séance du comité a été aussi de cet avis, et la résolution suivante a été adoptée par un vote de dix-sept contre sept :

Résolu, qu'il serait prématuré d'ordonner la réorganisation des clubs centraux de cette paroisse, avant que le Comité Central d'Etat ait pris aucune mesure en égard à l'époque à laquelle doit se réunir la Convention chargée de choisir les candidats.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LA LIGUE NOIRE RESSUSCITÉE.

Une cinquantaine de nègres s'amusent à tirer des coups de pistolets sur des dames.

Les nègres vagabonds et fainéants qui infestent les faubourgs de la Nouvelle-Orléans et qui se réunissent le dimanche dans les baraques avoisinant le Bassin, commencent à redevenir turbulents, comme au printemps de 1874. Ces malheureux, privés de tout sens moral, abrutis par l'abus des liqueurs fortes et par des accès de tous genres, sont facilement entraînés sur une pente fatale par les aventuriers et par les politiqueurs de bas étage qui se constituent leurs chefs.

Avant-hier après-midi, vers cinq heures, il y a eu, près du pont Magnolia, dans la partie supérieure du Bassin, une de ces scènes de désordre, qui excitent l'indignation de tous les honnêtes gens et qui pourraient avoir des conséquences très graves, si elles se renouvellent pendant la campagne électorale.

Un nègre, du nom de Charles Whitney, en a été la cause directe. Ce personnage étant parfaitement ivre, a voulu prendre passage à bord du bateau-passeur de M. Dillon, dans lequel il y avait cinq ou six dames avec leurs domestiques.

Le batelier ayant refusé de le prendre, le nègre l'a injurié de la façon la plus grossière, et comme Dillon le repoussait de la main, pour l'empêcher de monter dans l'embarcation, l'ivrogne lui a donné un coup de poing entre les deux yeux, qui l'a étourdi momentanément, et il s'est enfui aussitôt.

M. Dillon, se promettant plus tard la satisfaction de corriger le drôle comme il le méritait, a traversé le Bassin et a débarqué ses passagers sur le bord opposé.

En ce moment, Charles Whitney a paru sur le bord, ayant vengé de quelque façon le batelier, à la tête d'une cinquantaine de bandits nègres armés de pistolets, qui ont ouvert le feu sur les dames et les autres passagers.

Heureusement, personne n'a été blessé, quoique les nègres aient continué à tirer jusqu'à ce que les dames se fussent réfugiées au Magnolia House, non loin de là.

Le capitaine Gray et le sergent Blanchet, chacun à la tête d'une escouade de police, sont arrivés sur les lieux, un quart d'heure après cette scène; mais les bandits noirs avaient disparu.

Les métropolitains ont réussi, cependant, à arrêter les principaux chefs. Charles Whitney, Wm. Morton, Henry, Wm. Robinson et Wm. Sullivan.

Il est temps que l'on mette fin à de pareils outrages. Les malfaiteurs blancs et noirs, dont le nombre semble augmenter tous les jours, finiront par laisser la paisence de la population saine de notre ville. Un exemple devient nécessaire pour enrayer le mal; mais, tant que Kellogg continuera à gracier les criminels les plus notoires, il ne faut pas espérer que l'audace des coquins diminuera.

LES EFFETS DE LA POLITIQUE RADICALE.

Un homme de couleur mortellement blessé à une élection de ward.

Décidément, les malheureux affranchis, que des aventuriers sans vergogne font mouvoir comme autant de poltichinelles, en flattant leurs mauvaises passions, ont complétement perdu le sentiment du bien et du mal et courent aveuglément où un destin fatal les entraîne! Ces pauvres diables, exploités sans cesse par les carpet baggers, dont ils ne peuvent pas comprendre les desseins pervers, grisés par des promesses mensongères et prenant toujours la ruine pour la liberté, en sont venus à se croire les maîtres absolus de l'Etat, les seuls arbitres des destinées de la Louisiane.

Au début de chaque campagne électorale, excités par les conseils perfides et ainsi par les boissons alcooliques que les candidats radicaux leur versent à profusion afin d'influencer leurs votes, ils deviennent turbulents, tapageurs, belliqueux, et commettent, en somme, tant d'abus, que lassant la patience de leurs adversaires politiques, ils se mettent dans le cas d'être châtiés sévèrement.

Il y a un peu d'élections de wards, où quelque nègre n'ait pas été tué ou blessé par un homme de sa propre race.

Si ces énergumènes, qui quittent la charrue, laissent des champs en friche pour s'occuper de politique, croient avoir trouvé le bonheur, il faut qu'ils s'en forment une idée bien extraordinaire.

Dans ces assemblées politiques et dans les rixes qui en sont la conséquence invariable, ils perdent du temps et l'argent qu'ils auraient pu acquérir en employant ce temps plus utilement; et que gagnent-ils en somme? Rien, car nous n'apelons pas gagner quelque chose, que de servir de marche-pieds vivants à quelque Kellogg et même à quelque Pinchback.

Enfin, il faut croire que ces pauvres diables obéissent à leur destinée; qu'ils sont irrévocablement perdus et qu'ils ne sauraient s'arrêter sur la voie qu'ils suivent si aveuglément.

Hier, pendant la journée, il y a eu une élection dans le neuvième ward pour les officiers d'un club radical noir.

Pendant la journée, tout s'est passé assez tranquillement, mais à la nuit et vers sept heures, plusieurs nègres voulant voter deux et même trois fois, selon l'habitude qu'on leur a fait contracter aux élections générales, on s'est opposé à ces pratiques, attendu qu'il s'agissait d'une affaire de famille, entre frères.

Une difficulté est survenue et le revolver a fait son œuvre.

Un homme de couleur, Isam Nicholls, candidat pour la place de président du club, a été mortellement blessé par un des juges d'élection, également de couleur, nommé Toby Washington.

Un officier de police a arrêté immédiatement ce Toby Washington, qui a été enfermé au poste de police du cinquième precinct, où notre reporter l'a visité, afin d'essayer d'obtenir de lui quelques détails.

Le prisonnier est âgé de vingt-quatre ans à peu près. Il est d'une couleur cuivrée et d'une taille moyenne mais bien prise. Il était très calme lorsque notre reporter l'a interrogé.

Voici sa déclaration :

" Mon nom est Toby Washington et j'ai été nommé juge de l'élection des officiers du club républicain de couleur du neuvième ward. J'ai été choisi par Isam Nicholls lui-même, comme un de ses amis, et pour veiller à ce qu'il n'y eut pas de fraudes commises. Il était candidat pour la présidence, contre J.W. Edwards et P. Pinson. Tout s'est bien passé jusqu'à sept heures du soir, heure à laquelle j'ai déclaré que le scrutin était clos et qu'il s'agissait de compter les votes. Le tumulte a éclaté aussitôt. Des membres voulaient voter deux fois, et tous s'efforçaient d'enfoncer la porte du *poll* pour arriver jusqu'à la boîte. J'ai réalisé de mon mieux. Il y a plusieurs portes à la chambre dans laquelle je me trouvais. L'une d'elles a cédé enfin et plusieurs hommes se sont précipités pour prendre la boîte que je protégeais de mon corps.

L'un d'eux, nommé Jack Augustin, m'a donné un fort coup de poing sur la tête, qui m'a étourdi, et un autre, du nom de David Douglas, profitant de cela, a réussi à s'emparer de la boîte. Après une lutte, j'ai réussi à la lui arracher des mains. Saisissant alors mon pistolet, j'en ai pointé le canon dans la direction de la porte, en criant : Messieurs, reculez-vous! Comme l'étais très excité, mon doigt a pressé accidentellement la détente et le coup est parti.

La fumée m'a empêché de distinguer tout d'abord, mais bientôt après, j'ai vu pris que c'était mon ami Isam Nicholls qui avait reçu la balle. En le voyant tomber, j'ai jeté mon pistolet et je me suis rendu à un agent de police.

Je suis bien désolé de ce malheur, car Nicholls est un de mes bons amis et c'est lui qui m'avait choisi comme juge d'élection pour que ses intérêts ne fussent pas lésés."

Après avoir visité le prisonnier, notre reporter s'est dirigé vers la résidence du blessé, rue Désirée, entre Moralès et Urquhart. Il a trouvé Nicholls à l'agonie et baissant rapidement.

Le docteur John Howe a été appelé à donner les premiers soins au pauvre diable, mais la médecine ne peut rien pour sauver Isam Nicholls. Il a bâillé à neuf heures cette soirée, entre la seconde et la troisième côte s'arrêtant au cartilage, produisant une hémorrhagie interne et la suffocation.

Une autre vendetta.

La maison sise rue de Chartres, No 251, entre St-Philippe et Dauphine, a été dimanche le théâtre d'une de ces scènes sanglantes, indignes, dans le nom de vendetta, quand les acteurs sont Italiens, Siciliens ou Corses.

Un malheureux, du nom de Salvador Saccasean, a été assailli par deux hommes, qui l'ont laissé pour mort sur le carreau, avec un couteau enfoncé jusqu'à la garde dans l'œil gauche.

Immédiatement après cette tentative d'assassinat, les deux boutiques du voisinage, occupées par des Siciliens, ont été fermées, et quand la police est arrivée et qu'elle a interrogé les voisins, personne ne savait rien de l'affaire et le silence le plus complet a été gardé.

La victime, cependant, contrairement à la coutume sicilienne, a donné tous les renseignements nécessaires au capitaine Lawler du 3ème district, pour le mettre sur la trace des assassins.

Salvador a raconté qu'il se trouvait au premier étage, lorsqu'entendant du bruit dans le ground floor, venant de la cuisine, il est descendu pour en savoir la cause.

Aussitôt, deux hommes,—qu'il a nommés,—se sont jetés sur lui et l'ont frappé à la tête avec un instrument contondant. Comprenant qu'il en voulait à sa vie, Salvador a essayé de gagner la porte de la rue pour s'enfuir; mais, avant qu'il en ait eu le temps, il a été saisir par derrière et un couteau lui a été enfoncé dans l'œil.

Salvador est âgé de quarante deux ans à peu près et il est vendeur de volaille de son métier.

Il a été transporté à l'hôpital de Charité, après que le docteur J. Citarotto, qui avait été appelé pour lui donner les premiers soins, eut pensé, non sans peine, le couteau de la blessure.

L'état du pauvre diable est très critique, et on le disait mourant hier soir.

Prisonniers mis en liberté.

Hier, deux hommes d'origine italienne ont été arrêtés, accusés d'être impliqués dans la vendetta de dimanche; mais, ayant été conduits à la violon, ils ont été mis à la disposition de leurs familles, qui les ont déclarés innocents et on les a mis en liberté.

Jacob Hawkins rétabli.

Nous avons pu voir hier, sur son siège à la Cour dite Supérieure de District, M. Jacob Hawkins, le pseudo-juge déposé par les deux Chambres de la Législature, pour cause d'incompétence, et cætera, et qui a été conservé par Wm P. Kellogg.

Jacob Hawkins a été dangereusement malade et on le disait à toute extrémité; mais il est complétement rétabli maintenant et il a repris ses fonctions depuis hier.

Lynch cède le pas à Hawkins : c'est toujours une consolation.

L'affaire Flanagan et Schreiber.

Le Bureau des commissaires de police se donne le temps de la réflexion, car il ne s'est pas encore prononcé relativement à l'affaire des capitaines Flanagan et Schreiber.

On pense qu'il y aura une décision quelconque, vendredi prochain.

Le couteau.

Vers quatre heures, hier après midi, un homme de couleur, nommé Bill Hunter, a été trouvé dans une maison rue Bienville avec une blessure assez profonde.

On l'a interrogé à ce sujet, mais il s'est borné à répondre qu'il avait reçu un coup de couteau dimanche dans une querelle.

Accident.

Hier après-midi, à trois heures, un petit garçon, âgé de cinq ans, nommé Eugène, a été renversé, rue Dauphine, rue Royale, entre Douane et Canal et légèrement contusionné. La mère de l'enfant a refusé de faire d'accusation.

La croisade contre l'assesseur Urban.

Hier matin, une députation du dixième ward, où réside l'immortel Pinchback, est allée trouver le pseudo-gouverneur, pour lui demander de remplacer Urban, l'assesseur du quatrième district, par un certain John Kaiser.

W. P. Kellogg a bien reçu la députation selon son habitude; il a même promis tout ce qu'on voulait; mais on nous assure que c'est un M. Thompson qui aura la position d'Urban.

Arrestation.

L'agent Stolberger, conformément à un ordre du chef de police, a arrêté, avant-hier, un petit garçon, à l'encoignure des rues Dauphine et Toulouse, l'accusant de vendre ce journal immonde qui s'appelle le Chicago *Sporting News*.

Hôpital de Charité.

A une séance du Bureau des administrateurs de l'Hôpital de Charité, hier soir, les membres suivants ont été élus :

Dr. Lichtenberger, secrétaire et trésorier.
Dr. A. W. Smyth, chirurgien.
Dr. G. W. Lewis, assistant chirurgien.
John Johnson, pharmacien en chimiste.
Aurick Johnson, premier commis.
John Ponder, chef ingénieur.

Chirurgiens visiteurs :

Warren Stone, M. D. G. Devron, M. D.
M. Schnppert, M. D. V. Grima, M. D.
J. T. Newman, M. D. Hy. Smith, M. D.
Y. R. Le Monnier, M. D. Edw. Harrison, M. D.

Médecins visiteurs :

Alexander Hart, M. D. James Jones M. D.
Joseph Holt, M. D. Henry Bryon M. D.
J. T. Given, M. D. F. de Rosidor, M. D.
Robt. A. Bayley, M. D. A. S. Miller, M. D.
H. A. Yeazie, M. D. R. Grubs, M. D.
W. H. Watkins, M. D. Geo. K. Pratt, M. D.

Etudiants internes :

David Jamison, J. P. Heath,
H. L. Metcalfe, Chas S. Mercier,
Jas P. Elmore, Henry Steinau,
M. F. Grosart.

TEMPERATURE.—3 avril 1876.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

	Farenheit.	Centigrade.
6 h du matin	65	18
Midi	80	27
3 P. M	81	27
6 P. M	75	24

Second tirage d'or A
Second tirage d'or L'OPERA
Second tirage d'or

Quelqu'un doit gagner
Quelqu'un doit gagner

Gros lot $100,000
Gros lot $100,000
Gros lot $100,000
Gros lot $100,000

—66—

Miasmes rendus impuissants.—Le plus sûr moyen de rendre impuissantes les vapeurs miasmatiques qui produisent les fièvres, la fièvre et d'autres désordres d'infection, est de fortifier le système contre elles avec cet infaillible préventif des fièvres périodiques, la "Hostetter's Stomach Bitters. L'opération rémédiable des "Bitters" n'est pas moins certaine que leurs effets préventifs, et l'on peut y avoir pleine confiance quand il s'agit de combattre des cas de fièvre et de frisson qui résistent à la quinine et aux minéraux des pharmaciens. La dyspepsie, la constipation, les maladies bilieuses, les rhumatismes et la débilité générale, cèdent rapidement à leur influence tonique et régulatrice. C'est une bénédiction incalculable pour les personnes faibles et nerveuses des deux sexes, un excellent remède de famille et lamélioreur sauvegarde que le voyageur ou l'émigrant peut emporter avec lui sous les climats malsains.

Décédé, le 3 avril, à 9 heures du matin, GABRIEL MORIERE HAZENDE, âgé de soixante-seize ans. Le corps est exposé chez son fils à l'encoignure des rues Napoléon Avenue et Jersey, 6me district. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu ce matin à 10 heures.

Décédé, samedi le 1er avril, à 9 heures et demie du matin, FERNAND PIERRE DE EGANA, âgé de quinze mois et vingt-six jours, enfant de Victor de Egana et de Leda Saulny.

Décédé hier matin, à 10 heures, ELIZA THEREZA MOULEDOUX, à l'âge de deux ans et quatre mois, fille de Jean Mouledoux et d'Emphénia G. Feilman. Les amis et connaissances de la famille sont invités à assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui 4 avril, à trois heures de l'après-midi, le convoi partira de la résidence de ses parents, rue Ste-Anne, No 281.

De la part de son père et de sa mère.

NATTES. NATTES

A. Brousseau & Son.,
17..... Rue de Chartres.....17
Viennent de recevoir
200 pièces nattes blanches et à carreaux, qu'ils offrent à des prix modérés,
EN GROS ET EN DETAIL.
2 avril—Marjeusam

Bureaux de Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association, au No 19 de la rue du Camp, Nouvelle-Orléans, 1er avril 1876. Les membres de cette société sont informés de la mort de Margaret Blanch, décédée à la Nile-Orléans, le 27 mars courant, et de Mme Lapalme, décédée à la Nile-Orléans, le 22 décembre 1875; de la mort de T. Barton, décédé à la Nile-Orléans, le 9 janvier 1876. Ils sont requis de se présenter, aux autres avis, aux bureaux de la société. No 19 de la rue du Camp, entre Poydras et Perdido, le 15 avril courant, à 10 heures du matin, pour payer la somme de ces décédés, et à 11 heures de l'après-midi, à 2 heures de l'après-midi.

R. W. YOUNG,
2avril—au 9avril Secrétaire.

Club Dramatique Louisianais.—Séance Trimestrielle et Réunion mensuelle, MERCREDI 5 avril 1876, à 7½ heures, dans la nouvelle salle du club coin des rues Royale et Orléans. Entrée par la rue d'Orléans).

Affaires importantes!
La plus grande ponctualité est requise.
Par ordre de
A. L. TISSOT, Président
JULES L. BARJAC, Secrétaire.
4avril—2f

En débarquement de l'Alphonse et Marie, de Bordeaux :

550 Brques Vin FLORAC, CASTELFRANC, COUSSAN et autres bonnes marques.
10 Brques Vin Sauternes.
60 Caisses Sardines 1/2 et 1/4 boites.
10 Brques Vinaigre de Vin blanc.
10 " " de do
150 Caisses " do
75 " Vin CHATEAU DILLON.
50 " Fruits à l'Eau de Vie.
15 " Pruneaux en pobaux.
10 " Champignons.
" &c., &c., &c.
A vendre par BERCIER & DESMET,
No. 43 Vieille Levée, (bacatar.)
4avril—3f

Bureaux du Louisiana Cotton Tie Co.—Les actionnaires ayant résolu d'augmenter le capital de la compagnie et de le porter à $175,000 par l'émission et la vente de 350 actions de $500, et une grande partie de ces actions ayant déjà été prises, des souscriptions en sont encore reçues, aux bureaux de la compagnie, No 196 de la rue Gravier, LUNDI et MARDI, 3 et 4 avril.

Il ne sera plus reçu de souscription à moins de cinq actions. La liste sera fermée dès qu'on aura souscrit au nombre nécessaire d'actions.

JOHN B. LAPITTE,
Président.

Le "tie" et le "puller" appartenant à la compagnie sont exposés chez Mr C. S. Hunt, à côté du Cotton Exchange, et un modèle de la presse perfectionnée se trouve aux bureaux de la compagnie.
2avril—3f

Ligne "White Star" de steamers.

UNE des meilleures chambres à deux lits, réservée, sur le "Germania", qui part de New York, le 20 mai.
A. H. MILLER & Co.,
avril— au No 35 de la rue Carondelet.

A la propagation de la langue française en Louisiane.

Seconde Littéraire de la Nile-Orléans, composée de romans inédits.

J'ai l'honneur d'annoncer aux amis de la langue française que je vais m'occuper de la création de la Seconde Littéraire de la Nile-Orléans. Les ouvrages qui la composeront seront dignes d'être accueillis dans toutes les familles. Elle offrira, pour premier essai :

Les Filles de Monte Christo.

Ce sera, en même temps, un ouvrage nouveau, une continuation de celui dont je prends en partie le titre, et la fin de plusieurs années qu'a laissée en suspens le célèbre conteur qu'est plus ...

Je vais recueillir, en personne, des abonnements de six mois, et, dès que j'en aurai réuni un nombre raisonnable, je commencerai ma publication.
2 avril—1m Dr. C. TESTUT.

PAUL SAUVÉ,
MARCHAND DE
FOURNITURES DE BUREAUX
EN GROS ET EN DETAIL,
IMPRESSIONS HELIOGRAPHIQUES, &c., &c.
Il exécute soigneusement, promptement et à bon marché le travail qui lui est confié
No 27 du COMMERCIAL ALLEY,
Nouvelle-Orléans.
FRANK D. OGDEN. LOPEZ SAUVÉ.
2avril—1m

Andr: Muller's Lager Beer.

200 barils de cette célèbre marque de bière de Brême de 1ère qualité et en parfaite condition.

Champagne Roederer.

100 caisses de ce Champagne reçu directement des caves de Mr Louis Roederer à Reims.

Champignons, Huile, Macaroni.

50 caisses Fromage Tête de Maure,
25 " Petits fois extra fins,
50 barils Ale de Rose & Co.,
500 caisses Macaroni et Vermicelle d'Italie,
200 quart et demi caisses do do
25 " Champignons secs,
20 barillets de 50 livres Olives Verdalies,
100 paniers Huile Plagioli,
50 " " A. Puget,
200 doze. Gelatine de Cox en paquets de 2 doz.
Jambons Westphalie, Morue Extra,
Jambons d'York, Lasques de Morue,
Bacon d'Irlande, Gros Harengs fumés,
Saucisson de Lyon, Saumon fumé,
" de Bologne, Fromage de Brie
" de Brunswick, " Roquefort,
Anchois à l'huile, Neufchatel.
En débarquement et à vendre par
J. H. SOLARI & SONS.
2avril—2f 45 rue Royale et 75 rue du Camp.

Avis spécial aux Dames.

A partir du 3 avril, 3 jours de vente seulement, Lundi, Mardi et Mercredi, pour clôture de vente,

Diverses marchandises noires, telles que Soieries, Grenadines. Alpacas, etc., seront vendues à n'importe quel prix.

122 RUE DU CANAL.

Hoffman Marks & Co. Encanteurs.
2 av—3f—PP

Taxes et Licences de 1876.
Département des Finances.
Hôtel de Ville,
Nouvelle-Orléans, 2 avril 1876.

ON dresse, en ce moment, la liste des contribuables délinquants; elle sera publiée, le